

# enquête

Thierry Ogier

—Correspondant à São Paulo

Quel président sera Jair Bolsonaro ? Un dirigeant populaire ou un apprenti dictateur ? Celui qui va prendre les rênes du Brésil en janvier prochain a, pour l'heure, tout d'un Janus. « Il a ce côté militaire, on dirait qu'il est en colère. Mais, en fait, il ne l'est pas. C'est une personne intègre. Il est simplement du côté du bien », veut croire une sympathisante d'une quarantaine d'années. De fait, ses militants ont depuis des mois propagé le culte de « Bolso-mito » (le « mythe Bolsonaro ») sur les réseaux sociaux, la tentative d'assassinat dont il a réchappé début septembre ayant parachévé cette image messianique (Messias étant, par ailleurs, son deuxième prénom). « Il parle toujours de mission. Il s'auto-mystifie », explique le politologue Pedro Costa, de l'université Rio Branco. « En fait, il y a trois Bolsonaro : il y a eu le député, puis le candidat, et il y aura le président. Mais on ne sait pas très bien quel sera le Bolsonaro qui assumera la présidence », résume, perplexe, l'économiste libéral Eduardo Giannetti, qui fut le conseiller économique de la candidate écologiste Marina Silva.

Personnage hautement polémique, le président élu le 28 octobre dernier, âgé de soixante-trois ans, semble vouloir tourner le dos à celui qui, il y a seulement deux ans, rendait un hommage appuyé à un tortionnaire notoire, le colonel Ustra, qui sévissait durant le régime militaire (1964-1985). Pour de bon ? Un mois après sa victoire, le flou reste de mise.

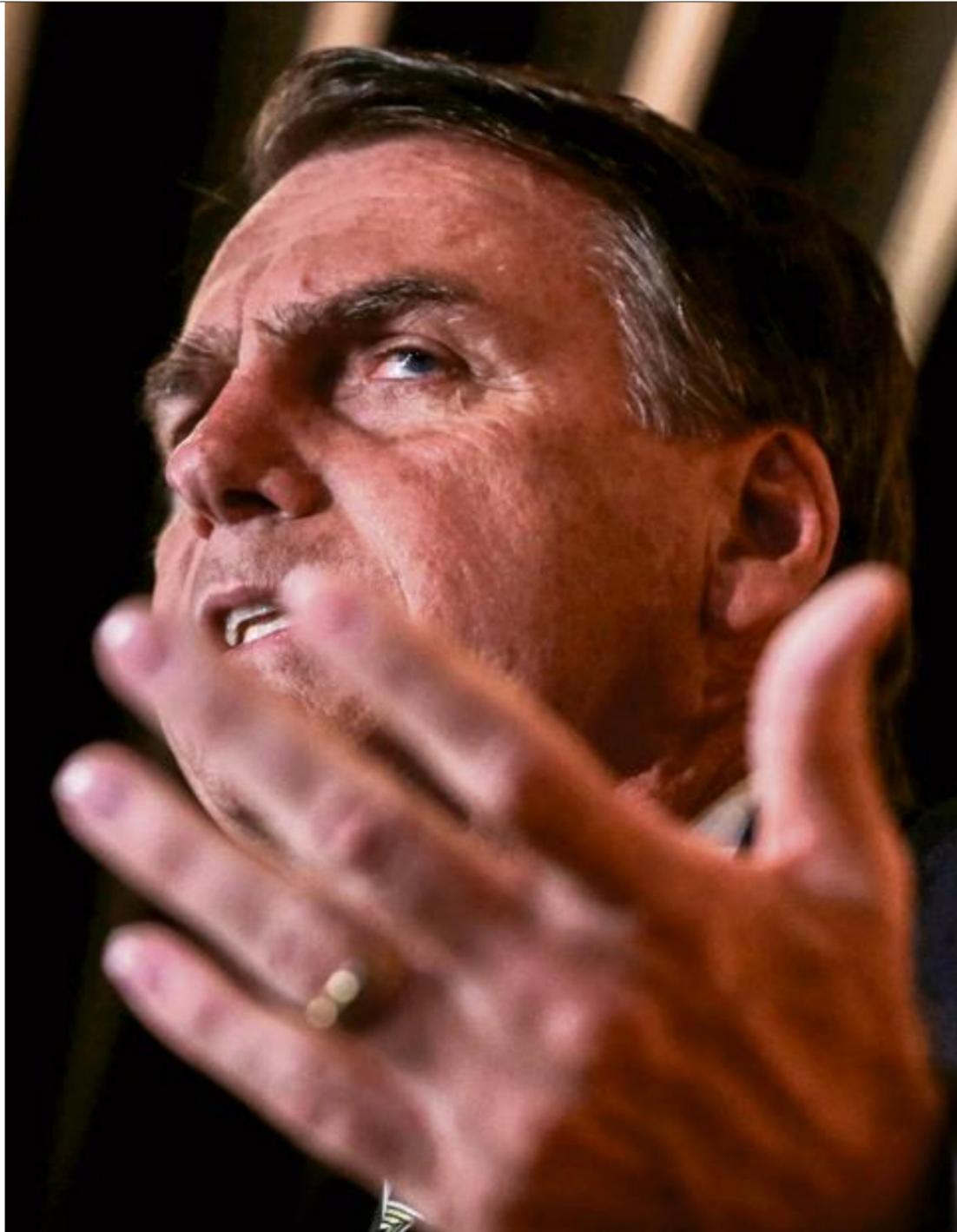
## Le clan familial

Originaire de Glicerio, dans le sud de l'Etat de São Paulo, issu d'un milieu modeste d'immigrés italiens, Jair Bolsonaro intègre une école d'officiers à vingt-deux ans. Le jeune para se retrouve au trou dix ans plus tard pour avoir revendiqué des augmentations de solde pour les militaires, une cause qu'il défendra plus tard au cours de ses sept mandats de député fédéral. A la Chambre, malgré ses coups d'éclat, il sera toujours considéré comme appartenant au « bas clergé », comme on appelle au Brésil les parlementaires de second rang. Avant de se lancer dans l'aventure présidentielle.

Père de cinq enfants issus de trois mariages, Jair Bolsonaro a constitué un véritable clan, bien plus influent que les neuf partis politiques auxquels il a déjà adhéré (l'actuel étant le parti social libéral, ou PSL, qui n'était qu'un groupuscule avant qu'il n'y adhère, peu avant la présidentielle). Ses fils forment sa garde rapprochée : le cadet, Eduardo, a fait le plein des voix aux législatives, et a permis l'élection de neuf autres députés du PSL dans l'Etat de São Paulo ; Flavio a été élu sénateur de l'Etat de Rio ; Carlos est conseiller municipal de Rio depuis l'âge de dix-sept ans, et est spécialisé dans la propagande sur les réseaux sociaux (Jair Bolsonaro comptant 9 millions de fans sur Facebook). Il est cité pour assumer le ministère de la Communication. L'un des frères du président élu, Renato, a également embrassé la carrière politique.

## Un « Pinochet issu des urnes ? »

Pendant toute la campagne, Jair Bolsonaro a cherché à peaufiner son image d'homme du peuple. Dans les vidéos distillées sur Internet, on le voit en train de se préparer un café, ou de se faire couper les cheveux dans sa cuisine. Lors d'une conférence de presse improvisée dans la cour de sa villa début novembre, les journalistes doivent poser leurs micros sur une planche de surf. Ses propos sont beaucoup plus mesurés que lors de la campagne, à l'exception peut-être des menaces envers le journal « Folha de S. Paulo », le plus grand quotidien du pays. « Que va-t-il se passer quand il y aura des conflits ? Je crains fort que, dans ces moments-là, le passé militaire-interventionniste de Bolsonaro ne revienne au galop », craint Eduardo



Père de cinq enfants issus de trois mariages, Jair Bolsonaro, soixante-trois ans, a constitué un véritable clan. Photo Reuters

# Jair Bolsonaro, un Janus inquiétant

**PORTRAIT //** Après avoir gagné la présidentielle sur une promesse de changement radical, le président élu tente de rassurer. En essayant de se faire passer pour un modéré... Sans grand succès.

Giannetti. L'image du militaire au penchant dictatorial lui colle toujours à la peau, surtout parmi les électeurs de gauche. Pas facile de s'en défaire, surtout qu'il connaît parfois des rechutes autoritaires, comme lorsqu'il clame sa volonté de « faire le ménage » ou de « bannir la vermine rouge de la patrie ».

Lorsque le Premier ministre hongrois, Viktor Orban, l'appelle pour le féliciter, Jair Bolsonaro compatit : « Les Hongrois ont beaucoup souffert du communisme dans le passé. » Avant d'ajouter curieusement : « Le peuple brésilien ne sait pas encore ce qu'est la dictature. » « Pas encore » ? Selon une version de l'histoire fort répandue dans les casernes, les généraux, qui ont pris le pouvoir en 1964 pour le restituer aux civils vingt et un ans plus tard, ont instauré un régime militaire, et non une dictature. Nuance...

Les militaires sont omniprésents dans son entourage. A commencer par le général Mourão, élu vice-président. Trois autres généraux ont également été nommés à des ministères clés : sécurité de l'Etat, Défense et Infrastructures. A l'Education même, Jair Bolsonaro a nommé un professeur émérite de l'École de commandement et d'état-major de l'armée. Philosophe ultraconservateur, Ricardo Vélez Rodríguez accuse les enseignants de propager une idéologie de gauche à l'école et souhaite que le coup d'état de 1964 devienne une date commé-

morative...Mais pas question, a priori, d'un retour de l'armée au pouvoir. « Les militaires sont vaccinés contre la politique », assure le futur ministre de la Défense, Fernando Azevedo e Silva.

A la moindre occasion, Jair Bolsonaro jure d'ailleurs fidélité à la Constitution, dont on célèbre justement le 30<sup>e</sup> anniversaire en ce mois de novembre. Et ne manque pas une occasion de brandir le petit livre vert. Le futur chef de l'exécutif présentera même des excuses à la présidente du Tribunal suprême électoral, Rosa Weber, pour avoir mis en doute la fiabilité du vote électronique. Il avait déclaré qu'il n'accepterait le résultat des élections que s'il était proclamé vainqueur ! « Des propos formulés dans le feu de l'action », dira Jair Bolsonaro. Visiblement peu rassurée, la magistrate ne s'est pas privée de lui remettre un exemplaire de la Constitution. Pour l'exemple.

## Bolso All-Stars

Dans la foulée de sa victoire électorale, Jair Bolsonaro a hâte d'aligner une équipe qui gagne. Au cours de la campagne, il avait déjà appelé à ses côtés le banquier carioca Paulo Guedes, qui prendra la tête d'un super-ministère de l'Economie. Aux compétences traditionnelles du ministère des Finances, cet économiste libéral radical s'adapte celles du Plan, du Commerce extérieur et de l'Industrie. Une sorte de mariage

de raison : le présidentiable goûtait peu l'économie et l'ex-Chicago boy cherchait depuis longtemps le bon cheval pour mettre ses idées chocs en pratique. La présence de Paulo Guedes au gouvernement Bolsonaro est plutôt rassurante aux yeux des investisseurs.

Sur un terrain qui l'intéresse davantage, Jair Bolsonaro a marqué un but qui vaut de l'or : lui qui pourfendait la corruption sous les gouvernements précédents a convaincu le célèbre juge anticorruption Sergio Moro d'intégrer son gouvernement. Celui-là se voit attribuer un autre superministère, celui de la Justice et de la Sécurité publique. Le tombeur de Lula devient ainsi, à quarante-six ans, le premier flic du Brésil. Il sera

C'est avant tout sur le front économique que le gouvernement Bolsonaro devra relever des défis d'urgence.

Les investisseurs espèrent qu'il y aura de bonnes affaires à saisir, notamment parmi la centaine de privatisations promises par le nouveau gouvernement.

chargé de grands thèmes chers au président comme le renforcement de la répression contre le banditisme et les délinquants (certains mineurs pouvant être passibles d'emprisonnement) et la flexibilisation du port d'armes. Selon Sergio Moro, Bolsonaro ne représente aucun « risque envers la démocratie et l'Etat de droit ». Au contraire, il le qualifie même de « modéré ».

Sur le front diplomatique, enfin, Jair Bolsonaro fait aussi entendre sa différence. Non seulement il remet en question un accord avec Cuba concernant l'envoi de médecins dans les « déserts médicaux » (zones reculées où les médecins brésiliens ne veulent pas mettre les pieds) mais il nomme un ministre des Affaires étrangères pro-Trump, l'anticommuniste radical Ernesto Araujo, qui estime que la thèse du réchauffement climatique relève d'un « complot marxiste ».

## Milieus d'affaires toujours confiants

Mais c'est avant tout sur le front économique que le gouvernement Bolsonaro devra relever des défis d'urgence. Les gouvernements antérieurs se sont cassés le nez sur la réforme des retraites ? Elle devra être votée dès le début de son mandat, selon les observateurs. « Si les réformes sont mises en pratique, le Brésil pourrait connaître une croissance proche de 4 % en trois ou quatre ans [elle est actuellement de l'ordre de 1 %] », estime José Marcio Camargo, chef économiste de la société de courtage Génial. Les milieux d'affaires espèrent aussi que l'effet Bolsonaro sera bénéfique. « C'est un discours extrêmement séduisant pour les entrepreneurs, explique Charles-Henry Chenut, président de la commission Amérique latine des conseillers du commerce extérieur. Avant, tout était paralysé. Les gens n'osaient plus faire des affaires. Maintenant, on a l'impression qu'un verrou a sauté. Il y a un vrai espoir. »

Même s'il convient de maintenir « une vigilance extrême » sur les questions liées aux droits de l'homme tant que Bolsonaro n'aura pas montré quel type de président il sera, affirme un observateur, les investisseurs espèrent qu'il y aura de bonnes affaires à saisir, notamment parmi la centaine de privatisations promises par le nouveau gouvernement. Davantage qu'une énigme, Bolsonaro est pour beaucoup d'entre eux l'occasion de rebondir après avoir mangé de la vache enragée pendant plusieurs années. ■

## Dates clés

- **1955** Naissance à Glicerio (São Paulo).
- **1977** Sous-lieutenant d'artillerie puis capitaine.
- **1988** Renvoyé de l'armée, il devient conseiller municipal à Rio de Janeiro (parti démocrate chrétien).
- **1990** Député fédéral à Rio, constamment réélu depuis sous différentes étiquettes.
- **2016** Vote la destitution de Dilma Rousseff
- **2018** Elu président (avec le parti PSL).